

*Questions orales*

**L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, je voudrais dire au député que nous partageons son inquiétude au sujet des taux d'intérêt et de leurs effets. Cependant, il faut comprendre aussi leur rôle.

Dans le cycle économique, nous sommes à la fin d'une période de croissance de six ans. Notre économie fait l'objet de pressions considérables qui provoquent l'inflation. Si l'on n'essaie pas de l'enrayer, les taux d'intérêt vont continuer à monter sans cesse. Il faut enrayer l'inflation et c'est le rôle de notre politique monétaire.

**M. Douglas Young (Gloucester):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Le ministre des Finances, et maintenant le ministre d'État chargé des Finances, nous parlent de cycle économique et nous disent qu'il est important de reconnaître que nous sommes à la fin d'une période de croissance.

Ma question est très simple. Dans ce cycle, quand va cesser la montée du dollar et des taux d'intérêt, de sorte que les produits pour la vente intérieure et pour l'exportation puissent commencer à se vendre chez nous et sur le marché international? Quand, dans ce cycle, va-t-on atteindre un sommet pour les taux d'intérêt et la valeur du dollar canadien? Voilà la question.

**L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)):** Ce que je peux dire, c'est que nous sommes tout aussi intéressés que le député à voir ce cycle s'inverser. Nous faisons ce qu'il faut pour que les tendances s'inversent.

Si nous n'assumons pas nos responsabilités maintenant, le cycle suivrait le même chemin que sous les libéraux il y a quelque 10 ans, lorsque les taux d'intérêt sont montés à plus de 20 p. 100. C'est ce que nous voulons éviter.

[Français]

**M. Douglas Young (Gloucester):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au ministre d'État (Finances). Étant donné qu'il ne veut pas traiter des problèmes des exportateurs au pays, je veux lui poser une question au sujet du nombre de faillites dans sa province de Québec. Est-ce que le ministre considère qu'il est acceptable de maintenir la politique monétaire du gouvernement de taux d'intérêt très élevés et du dollar canadien à 86c. ou 87c.? Est-ce que cette politique monétaire, qui a valu une augmentation dramatique des faillites au Québec, va être poursuivie par son gouvernement?

**L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, chaque fois qu'une entreprise ferme et qu'il y a des pertes d'emplois, c'est évidemment une situation tragique et regrettable. Il y a eu effectivement, à cause des raisons que je vous ai données tout à l'heure, dernièrement, une augmentation des faillites. Je ferai remarquer à l'honorable député que, néanmoins, depuis 1982, on a doublé le nombre des entreprises et que nous sommes encore à la moitié exactement de la situation que nous avons connue lorsque le gouvernement qui dirigeait alors le Parti libéral a laissé l'inflation échapper à son contrôle. Alors, bien entendu, nous devons continuer à surveiller ceci, prendre toutes les mesures, et, en même temps, agir sur notre politique fiscale. Mais chaque fois que nous voulons réduire nos dépenses et réduire notre déficit, chaque dépense est contestée par l'opposition qui voudrait qu'on dépense sans cesse davantage et nuire précisément aux objectifs que nous partageons.

\* \* \*

• (1420)

[Traduction]

**L'AGRICULTURE**

**L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex):** En février dernier, monsieur le Président, j'ai demandé au gouvernement d'admettre que la situation des régions rurales du Canada est désastreuse. La Saskatchewan et le Manitoba ne sont pas encore en mesure d'accorder aux agriculteurs une subvention équivalente à celle que le gouvernement fédéral leur a offerte récemment pour les aider à ensemer.

Hier, l'assemblée législative de la Saskatchewan a adopté une résolution dans laquelle elle reproche au gouvernement du Canada de ne pas accorder une aide financière suffisante aux agriculteurs de la province. Elle demande une subvention immédiate pour les aider à ensemer. On a transmis des copies de la résolution au premier ministre, au vice-premier ministre et au ministre de l'Agriculture.

Le gouvernement va-t-il régler le problème et débiter des fonds pour que les agriculteurs puissent ensemer?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je suis heureux de dire au député que les discussions se poursuivent. J'en ai parlé au premier ministre Devine, qui est également ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan, et j'ai eu d'autres entretiens avec le ministre de l'Agriculture du Manitoba. Je peux dire au député que nous faisons des progrès. Nous